

Mini-scénarios

Thème 1 : Le contexte socio-économique

MS1 Une France qui s'agite en vain dans un monde plat

La reprise économique mondiale est tirée par les pays émergents qui sont de plus en plus compétitifs et attirent les activités dans des secteurs à valeur ajoutée croissante. La France reste compétitive sur certaines activités à forte valeur ajoutée, mais reste marquée par un sous-emploi durable. Les politiques sociales sont adaptées par à coups et les dépenses sociales sont réduites, notamment dans l'éducation et la formation. La santé et les retraites sont mieux traitées. Les déficits publics restent élevés mais soutenables, les inégalités se creusent. Les laissés pour compte sont souvent ceux qui n'ont pas su s'adapter aux changements organisationnels liés aux évolutions technologiques.

Micro-scénario 1					
Une France qui s'agite en vain dans un monde plat					
Hypothèses	H1	H2	H3	H4	H5
Variables					
V1 Division internationale du travail	The world is flat	Relocalisation et régionalisation	Protectionnisme européen		
V2 Rôle et place des acteurs publics	Intervention foisonnante mais peu efficiente de l'État dans l'économie	Concurrence entre les territoires et rôle normatif de l'UE	Renouveau de l'État tutelle	Désengagement de l'État sous l'influence des politiques européennes	Refondation économique européenne avec les nations ou les régions
V3 Marché du travail en France	Marché du travail dual	Économie résidentielle et économie locale	Flexibilité négociée	Fortes créations d'emplois	
V4 Changements technologiques	Poursuite des changements technologiques	Technologie omniprésente	Déception / Retour du travail de l'homme		
V5 Couverture des risques sociaux	Des ajustements permanents sans modification du « système ». Priorité au vieillissement	Des investissements sociaux centrés sur l'emploi	Protection sociale universelle, reprise en main de l'État	L'État fixe le cadre et privatise la protection sociale	

MS2 Retour de la croissance... et des inégalités

Dans un contexte économique mondial marqué par une reprise de la croissance tirée par les pays émergents, l'Union européenne et les Etats qui la composent sont confrontés à des difficultés telles que ses Etats abandonnent un certain nombre de prérogatives à l'échelon communautaire. L'Europe orchestre alors une politique dont les priorités sont le retour à l'équilibre budgétaire des Etats et une croissance forte. Les protections sociales sont très largement désinvesties néanmoins les Etats établissent les règles d'une « juste » concurrence entre les opérateurs privés. Les finances publiques sont consacrées à la recherche et au soutien aux entreprises innovantes, notamment dans le domaine des nouvelles technologies. La création d'emploi est forte, en particulier dans les métiers "high tech" et les nouveaux services permis par les objets communicants mais nombre d'emploi de services, notamment aux personnes, sont précaires et mal rémunérés. Si la croissance est forte, elle bénéficie très inégalement aux populations, du moins dans un premier temps.

Micro-scénario 2					
Retour de la croissance... et des inégalités					
Hypothèses	H1	H2	H3	H4	H5
Variables					
V1 Division internationale du travail	The world is flat	Relocalisation et régionalisation	Protectionnisme européen		
V2 Rôle et place des acteurs publics	Intervention foisonnante mais peu efficiente de l'État dans l'économie	Concurrence entre les territoires et rôle normatif de l'UE	Renouveau de l'État tutelle	Désengagement de l'État sous l'influence des politiques européennes	Refondation économique européenne avec les nations ou les régions
V3 Marché du travail en France	Marché du travail dual	Économie résidentielle et économie locale	Flexibilité négociée	Fortes créations d'emplois	
V4 Changements technologiques	Poursuite des changements technologiques	Technologie omniprésente	Déception / Retour du travail de l'homme		
V5 Couverture des risques sociaux	Des ajustements permanents sans modification du « système ». Priorité au vieillissement	Des investissements sociaux centrés sur l'emploi	Protection sociale universelle, reprise en main de l'Etat	L'Etat fixe le cadre et privatise la protection sociale	

MS3 Le local prend la main sur fond de concurrence et d'inégalités

Les années 2010 s'illustrent par des relocalisations d'activités sur le territoire national sous l'effet de plusieurs facteurs : meilleure qualité des produits, gains médiocres des délocalisations, vigilance des consommateurs quant aux origines de production.

Ce phénomène se nourrit des différentes initiatives mises en place par les territoires pour attirer et fidéliser les entreprises, les collectivités ayant davantage de marges de manœuvre pour développer des politiques originales.

L'Etat national perd donc de sa substance au profit de l'Europe et des Collectivités. Les inégalités territoriales s'accroissent.

De même, les inégalités sociales se creusent :

- la protection sociale nationale est réduite à un filet minimum ;
- l'économie locale et résidentielle qui se développe offre des emplois plus ou moins rémunérateurs, la technologie permettant de diminuer le temps humain à consacrer à nombre de tâches (ménage, manutention, saisie informatique...) ;
- certains territoires développent des politiques sociales locales, d'autres non.

Micro-scénario 3					
Le local prend la main sur fond de concurrence et d'inégalités					
Hypothèses Variables	H1	H2	H3	H4	H5
V1 Division internationale du travail	The world is flat	Relocalisation et régionalisation	Protectionnisme européen		
V2 Rôle et place des acteurs publics	Intervention foisonnante mais peu efficace de l'État dans l'économie	Concurrence entre les territoires et rôle normatif de l'UE	Renouveau de l'État tutelle	Désengagement de l'État sous l'influence des politiques européennes	Refondation économique européenne avec les nations ou les régions
V3 Marché du travail en France	Marché du travail dual	Économie résidentielle et économie locale	Flexibilité négociée	Fortes créations d'emplois	
V4 Changements technologiques	Poursuite des changements technologiques	Technologie omniprésente	Déception / Retour du travail de l'homme		
V5 Couverture des risques sociaux	Des ajustements permanents sans modification du « système ». Priorité au vieillissement	Des investissements sociaux centrés sur l'emploi	Protection sociale universelle, reprise en main de l'Etat	L'Etat fixe le cadre et privatise la protection sociale	

MS4 Le local mis en avant dans un cadre européen

Ce scénario est une variante du scénario 3 dans laquelle, les inégalités territoriales sont compensées par des politiques de redistribution ambitieuses pilotées au niveau européen (péréquations financières, sortes de super-FEDER).

La compétition entre les territoires existe toujours mais est largement atténuée, les coopérations se renforcent. Néanmoins, les territoires riches ont moins de moyens pour attirer les entreprises multinationales. Du coup, la spécialisation sur l'« économie résidentielle » est accentuée et les grands centres de production ont davantage tendance à demeurer dans les pays à bas coût de main d'œuvre.

Micro-scénario 4					
Le local mis en avant dans un cadre européen					
Hypothèses	H1	H2	H3	H4	H5
Variables					
V1 Division internationale du travail	The world is flat	Relocalisation et régionalisation	Protectionnisme européen		
V2 Rôle et place des acteurs publics	Intervention foisonnante mais peu efficiente de l'État dans l'économie	Concurrence entre les territoires et rôle normatif de l'UE	Renouveau de l'État tutelle	Désengagement de l'État sous l'influence des politiques européennes	Refondation économique européenne avec les nations ou les régions
V3 Marché du travail en France	Marché du travail dual	Économie résidentielle et économie locale	Flexibilité négociée	Fortes créations d'emplois	
V4 Changements technologiques	Poursuite des changements technologiques	Technologie omniprésente	Déception / Retour du travail de l'homme		
V5 Couverture des risques sociaux	Des ajustements permanents sans modification du « système ». Priorité au vieillissement	Des investissements sociaux centrés sur l'emploi	Protection sociale universelle, reprise en main de l'Etat	L'Etat fixe le cadre et privatise la protection sociale	

MS5 L'Etat centralisé et protecteur reprend la main

Face à la crise et aux demandes de protection, l'Etat reprend la main et affirme ses priorités : la sécurisation des parcours professionnels et une protection sociale de haut niveau.

Une communication efficace permet de faire accepter une augmentation des taux de prélèvements et donc des rentrées fiscales. Les autres pays européens mènent des politiques similaires et, pour protéger les « modèle social et environnemental européen », développent des mesures protectionnistes (taxes carbone, etc.).

Dans le domaine de l'emploi, le renouveau du pacte social met en place une flexisécurité qui permet d'alterner périodes d'emplois, de formation, et d'inactivités. Le contenu des produits et services en emploi est valorisé (TVA sociale inversement proportionnelle aux emplois mobilisés) d'autant que des défaillances technologiques ont créé des incidents retentissants. Les inégalités sont réduites, mais le niveau de vie des individus ne connaît pas de progression forte. Les collectivités locales gèrent les dispositifs, mais ne sont pas un maillon décisionnel important.

Micro-scénario 5					
L'Etat centralisé et protecteur reprend la main					
Hypothèses	H1	H2	H3	H4	H5
Variables					
V1 Division internationale du travail	The world is flat	Relocalisation et régionalisation	Protectionnisme européen		
V2 Rôle et place des acteurs publics	Intervention foisonnante mais peu efficace de l'État dans l'économie	Concurrence entre les territoires et rôle normatif de l'UE	Renouveau de l'État tutelle	Désengagement de l'État sous l'influence des politiques européennes	Refondation économique européenne avec les nations ou les régions
V3 Marché du travail en France	Marché du travail dual	Économie résidentielle et économie locale	Flexibilité négociée	Fortes créations d'emplois	
V4 Changements technologiques	Poursuite des changements technologiques	Technologie omniprésente	Déception / Retour du travail de l'homme		
V5 Couverture des risques sociaux	Des ajustements permanents sans modification du « système ». Priorité au vieillissement	Des investissements sociaux centrés sur l'emploi	Protection sociale universelle, reprise en main de l'Etat	L'Etat fixe le cadre et privatise la protection sociale	